

UNITED NATIONS



NATIONS UNIES

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

--

DISCOURS À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

New York, le 24 septembre 2024

*Traduction – Seul le prononcé fait foi*

Monsieur le Président,

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

Notre monde est pris dans un tourbillon.

Nous vivons une ère de transformation aux proportions épiques et faisons face à des défis sans précédent qui exigent des solutions mondiales.

Et pourtant, les divisions géopolitiques ne vont qu'en s'aggravant. La planète continue de se réchauffer.

Les guerres font rage sans que l'on sache comment elles vont se terminer.

Les gesticulations nucléaires et les nouvelles armes font planer sur nous une ombre inquiétante.

Nous allons tout droit vers l'inimaginable : une poudrière qui risque d'engloutir le monde.

En 2024, la moitié de l'humanité doit se rendre aux urnes – et c'est sur l'humanité tout entière que pèsera l'issue de ces scrutins.

Je me tiens devant vous, face à ce tourbillon, convaincu de deux vérités primordiales.

Tout d'abord, l'état dans lequel se trouve notre monde n'est pas viable.

On ne peut pas continuer ainsi.

Et deuxièmement, il est possible de relever les défis auxquels nous sommes confrontés.

Mais pour cela, nous devons nous assurer que les mécanismes de règlement des problèmes internationaux permettent bel et bien de régler les problèmes.

Le Sommet de l'avenir est un premier pas, mais le chemin à parcourir est encore long.

Pour y parvenir, il faut s'attaquer à trois grands facteurs de l'insoutenabilité.

Un monde d'impunité – dans lequel les violations et les atteintes menacent le fondement même du droit international et de la Charte des Nations Unies.

Un monde d'inégalités – où les injustices et les griefs auxquelles elles donnent jour menacent d'affaiblir les pays, ou pire, de les précipiter dans le gouffre.

Et un monde d'incertitude – où les risques mondiaux ne sont pas gérés, ce qui hypothèque notre avenir, bien au-delà de ce que l'on peut imaginer.

Ces mondes d'impunité, d'inégalité et d'incertitude sont liés entre eux et se télescopent.

Excellences,

Le degré d'impunité dans le monde est indéfendable sur le plan politique et moralement intolérable.

Aujourd'hui, un nombre croissant de gouvernements et d'autres acteurs se sentent autorisés à bénéficier, comme au Monopoly, d'une carte « Vous êtes libéré de prison ».

Ils peuvent fouler aux pieds le droit international.

Ils peuvent violer la Charte des Nations Unies.

Ils peuvent ignorer les conventions internationales relatives aux droits humains ou les décisions des tribunaux internationaux.

Ils peuvent bafouer le droit international humanitaire.

Ils peuvent envahir un autre pays, dévaster des sociétés entières ou mépriser complètement le bien-être de leur propre peuple.

Sans que rien ne se passe.

Partout – au Moyen-Orient, au cœur de l'Europe, dans la Corne de l'Afrique et au-delà – c'est l'ère de l'impunité.

La guerre en Ukraine s'étend et rien n'indique qu'elle va s'arrêter.

Ce sont les populations civiles qui en paient le prix. À preuve, les morts de plus en plus nombreuses, les vies et les communautés brisées.

Il est temps d'instaurer une paix juste, fondée sur la Charte des Nations Unies, le droit international et les résolutions des organes des Nations Unies.

Pendant ce temps, Gaza vit un cauchemar permanent qui menace d'entraîner toute la région dans le chaos.

À commencer par le Liban.

Nous devrions tous être alarmés par cette escalade.

Le Liban est au bord du gouffre.

Le peuple libanais, le peuple israélien et les peuples du monde ne peuvent se permettre que le Liban devienne un autre Gaza.

Soyons clairs.

Rien ne peut justifier les actes de terreur abominables commis par le Hamas le 7 octobre, ni les prises d'otages, que j'ai condamnés à maintes reprises.

Mais rien ne peut justifier d'infliger un châtement collectif au peuple palestinien.

La rapidité et l'ampleur du massacre et des destructions à Gaza ne ressemblent à rien d'autre de ce que j'ai connu depuis que je suis Secrétaire général.

Plus de 200 membres du personnel des Nations Unies ont déjà été tués et, souvent, des membres de leurs familles ont aussi péri à leurs côtés.

Et pourtant, les femmes et les hommes des Nations Unies continuent d'accomplir leur mission.

Je sais que vous vous joignez à moi pour rendre un hommage appuyé à l'UNRWA et à tous les humanitaires à Gaza.

La communauté internationale doit se mobiliser pour obtenir un cessez-le-feu immédiat, la libération immédiate et inconditionnelle de tous les otages et le lancement d'un processus irréversible pour qu'une solution des deux États voie le jour.

J'aimerais poser une question à ceux qui continuent de saper cet objectif en multipliant les implantations, les expulsions, les provocations :

Quelle est l'alternative ?

Comment le monde pourrait-il accepter que subsiste un seul État, qui inclurait un si grand nombre de Palestiniens et de Palestiniennes privés de liberté, de droits et de dignité ?

Au Soudan, une lutte brutale pour le pouvoir a donné lieu à d'horribles violences, notamment des viols et des agressions sexuelles à grande échelle.

Une catastrophe humanitaire est en train de se produire dans un pays en proie à une famine rampante. Pourtant, les puissances extérieures continuent de s'ingérer sans aucune approche unifiée pour trouver la paix.

Au Sahel, l'expansion dramatique et rapide de la menace terroriste exige l'adoption d'une approche commune fondée sur la solidarité, mais la coopération régionale et internationale est en panne.

Du Myanmar à la République démocratique du Congo, en passant par Haïti et le Yémen, les populations restent exposées à des violences et des souffrances effroyables, sur fond d'incapacité chronique à trouver des solutions.

Nos missions de maintien de la paix opèrent trop souvent dans des lieux où il n'y a aucune paix à maintenir.

L'instabilité que l'on observe en de nombreux endroits du monde est la conséquence de l'instabilité des relations de pouvoir et des clivages géopolitiques.

La Guerre Froide était pleine de dangers, mais elle avait aussi ses règles.

Il y avait le téléphone rouge, des limites à ne pas franchir et des garde-fous.

On a parfois l'impression que l'on n'a rien de tout cela aujourd'hui.

Nous ne vivons pas non plus dans un monde unipolaire.

Nous sommes en train de passer à un monde multipolaire, mais nous n'y sommes pas encore.

Nous sommes en fait dans le purgatoire de la polarité.

Et dans ce purgatoire, de plus en plus de pays occupent les espaces laissés vides par les divisions géopolitiques et font ce qu'ils veulent sans avoir à rendre de comptes.

C'est pourquoi il est plus important que jamais de réaffirmer la Charte, d'appuyer et de respecter le droit international et de renforcer les droits humains.

Partout et en tout lieu.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

L'augmentation des inégalités est un deuxième facteur de l'insoutenabilité et une tache sur notre conscience collective.

L'inégalité n'est pas une question technique ou bureaucratique.

Au fond, l'inégalité est une question de pouvoir, aux racines historiques.

Les conflits, les bouleversements climatiques et la crise du coût de la vie étendent ces racines plus profondément encore.

Dans le même temps, le monde peine encore à se relever de la flambée des inégalités engendrée par la pandémie.

Si l'on regarde les 75 pays les plus pauvres du monde, un tiers d'entre eux se trouve aujourd'hui dans une situation pire qu'il y a cinq ans.

Au cours de la même période, les cinq hommes les plus riches de planète ont plus que doublé leurs fortunes.

Et un pour cent des habitants de la planète détient 43 % de l'ensemble des avoirs financiers mondiaux.

Au niveau national, certains gouvernements décuplent les inégalités en accordant des cadeaux fiscaux massifs aux entreprises et aux ultra-riches — au détriment des investissements dans la santé, l'éducation et la protection sociale.

Et personne n'est plus lésé que les femmes et les filles du monde entier.

Excellences,

La discrimination et les abus généralisés fondés sur le genre constituent l'inégalité la plus répandue dans toutes les sociétés.

Chaque jour, il semble que nous soyons confrontés à de nouveaux cas révoltants de féminicides, de violences fondées sur le genre et de viols collectifs – en temps de paix comme en tant qu'arme de guerre.

Dans certains pays, les lois sont utilisées pour menacer la santé et les droits reproductifs.

Et en Afghanistan, les lois sont utilisées pour entériner l'oppression systématique des femmes et des filles.

Et je suis désolé de constater que, malgré des années de beaux discours, l'inégalité de genre se manifeste, aujourd'hui encore, pleinement dans cette enceinte.

Moins de 10 pour cent des intervenants au Débat général de cette semaine sont des femmes.

C'est inacceptable, surtout quand on sait que l'égalité entre les femmes et les hommes contribue à la paix, au développement durable, à l'action climatique et bien plus encore.

C'est précisément pour cela nous avons pris des mesures spécifiques pour atteindre la parité hommes-femmes parmi les hauts responsables de l'Organisation des Nations Unies.

C'est faisable.

J'exhorte les institutions politiques et économiques du monde dominées par les hommes à le faire.

Excellences,

Les inégalités mondiales se reflètent et se renforcent jusque dans nos propres organisations internationales.

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a été conçu par les vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale.

À l'époque, la majeure partie du continent africain était encore sous domination coloniale.

À ce jour, l'Afrique n'a toujours aucun siège permanent au sein de la principale instance de paix du monde.

Un changement s'impose.

Il en va de même pour l'architecture financière mondiale, mise en place il y a 80 ans.

Je félicite les dirigeants de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international pour les mesures importantes qu'ils ont entrepris.

Mais comme le souligne le Pacte pour l'avenir, la lutte contre les inégalités exige une accélération de la réforme de l'architecture financière internationale.

Au cours des huit dernières décennies, l'économie mondiale s'est développée et transformée.

Les institutions de Bretton Woods n'ont pas suivi le rythme.

Elles ne sont plus en mesure de fournir un filet de sécurité mondial, ni offrir aux pays en développement le niveau de soutien dont ils ont tant besoin.

Dans les pays les plus pauvres du monde, le coût des intérêts de la dette dépasse, en moyenne, le coût des investissements dans l'éducation, la santé et les infrastructures publiques réunis.

Et à l'échelle du monde, plus de 80 % des cibles des Objectifs de développement durable ne sont pas en bonne voie.

Excellences,

Pour que l'on puisse redresser le cap, les financements mobilisés pour le Programme 2030 et l'Accord de Paris doivent connaître un véritable bond.

Cela implique que les pays du G20 montrent l'exemple sur le Plan de relance des Objectifs de développement durable, de 500 milliards de dollars par an.

Cela implique également d'engager des réformes pour renforcer considérablement la capacité de prêt des Banques multilatérales de développement, afin qu'elles puissent proposer bien davantage de financements abordables et à long terme pour l'action climatique et le développement.

Cela implique de débloquer plus largement des financements pour imprévus, à travers le recyclage des droits de tirage spéciaux.

Et cela implique de promouvoir une restructuration de la dette à long terme.

Excellences,

Je ne me fais guère d'illusions sur les obstacles que nous rencontrerons dans le cadre de la réforme du système multilatéral.

Ceux qui détiennent le pouvoir politique et économique – et ceux qui croient le détenir – ont toujours une aversion au changement.

Pourtant, le statu quo ébranle déjà leur pouvoir.

Sans réforme, la fragmentation est inévitable, condamnant les institutions mondiales à perdre en légitimité, en crédibilité et en efficacité.

Excellences,

Le troisième facteur de l'insoutenabilité de notre monde est l'incertitude.

Le sol se dérobe sous nos pieds.

L'anxiété est à son comble.

Les jeunes, en particulier, comptent sur nous et recherchent des solutions.

L'incertitude est aggravée par deux menaces existentielles : la crise climatique et les bouleversements technologiques rapides, notamment l'intelligence artificielle.

Excellences,

Nous assistons à un véritable effondrement du climat.

Les températures extrêmes, les incendies violents, les sécheresses et les inondations catastrophiques ne sont pas des catastrophes naturelles.

Ce sont des catastrophes humaines, dont les combustibles fossiles précipitent l'enchaînement.

Aucun pays n'est épargné. Mais ce sont les pays les plus pauvres et les plus vulnérables qui paient le prix fort.

Les calamités climatiques obèrent les budgets de nombreux pays d'Afrique et leur coûtent jusqu'à 5 % de leur PIB – chaque année.

Et ce n'est que le début.

La température mondiale est sur le point de dépasser la limite de 1,5 degré.

Mais si le problème s'aggrave, les solutions que l'on y apporte deviennent plus efficaces.

Prenons l'exemple des énergies renouvelables : leur prix diminue fortement, leur déploiement s'accélère et des populations voient leur quotidien transformé par une énergie propre, accessible et d'un coût abordable.

Les énergies renouvelables ne servent pas qu'à produire de l'électricité. Elles créent aussi des emplois et de la richesse, sont gages de sécurité énergétique et permettent à des millions de personnes de sortir de la pauvreté.

Cela ne doit pas passer par le pillage des pays en développement.

Notre Groupe chargé de la question des minéraux essentiels a recommandé que des mesures équitables et durables soient prises pour répondre à la demande mondiale dans ces ressources, indispensables à la révolution des énergies renouvelables.

Excellences,

Il est certain qu'un monde sans combustibles fossiles verra le jour. En revanche, rien ne dit que la transition sera rapide ou équitable.

Cela dépend de vous.

D'ici à l'an prochain, tous les pays devront élaborer de nouveaux plans d'action nationaux pour le climat ambitieux – ou déterminer leurs contributions au niveau national.

Ils devront faire converger leurs stratégies énergétiques nationales, leurs priorités en matière de développement durable et les ambitions climatiques.

Ils devront ne pas dépasser la limite de 1,5 degré, couvrir l'ensemble de l'économie et concourir à la réalisation de tous les objectifs de transition énergétique convenus lors de la COP28.

Dans le rapport qu'elle a publié aujourd'hui, l'Agence internationale de l'énergie chiffre le niveau d'ambition à atteindre.

D'ici à 2035, en moyenne, les émissions de gaz à effet de serre doivent diminuer de 80 % dans les économies avancées, de 65 % dans les marchés émergents.

Les pays du G20 sont responsables au total de 80 % des émissions.

Ils doivent mener la charge, en respectant le principe des responsabilités communes mais différenciées et en tenant compte des capacités de chacun, en fonction des différents contextes nationaux.

Mais cette action doit s'inscrire dans une démarche collective et suppose la mise en commun des ressources, des capacités scientifiques et de technologies abordables à l'efficacité avérée.

J'ai l'honneur de collaborer étroitement avec le Président Lula, dont le pays préside le G20 et accueillera la COP 30, afin de garantir le plus haut degré d'ambition possible, d'accélérer le rythme des progrès et de favoriser la coopération.

Les financements sont d'une importance cruciale.

La COP29 arrive à grands pas.

Elle doit être l'occasion de fixer un nouvel objectif ambitieux en matière de financement.

Il faut également que le fonds pour les pertes et les préjudices soit à la hauteur de l'enjeu et que les pays développés tiennent leurs promesses en matière de financement de l'adaptation.

Et l'heure est venue de faire bouger les lignes face à une situation insensée.

Nous continuons de récompenser les pollueurs qui détruisent notre planète.

Le secteur des combustibles fossiles continue d'engranger des profits et des subventions considérables, mais ce sont les populations qui supportent les coûts de la catastrophe climatique, depuis la hausse des primes d'assurance jusqu'à la perte de leurs moyens de subsistance.

Je demande aux pays du G20 de mettre fin aux subventions et aux investissements liés aux combustibles fossiles et de financer à la place une transition énergétique juste,

De mettre un prix au carbone.

Et d'adopter des sources de financement nouvelles et novatrices – notamment en instaurant une redevance internationale de solidarité sur l'extraction des combustibles fossiles, au moyen de mécanismes juridiquement contraignants et transparents.

Et ce, d'ici à l'année prochaine.

Pour les responsables, l'heure des comptes a sonné.

Les pollueurs doivent payer.

Excellences,

L'essor rapide des nouvelles technologies est une autre menace existentielle dont les conséquences sont imprévisibles.

L'intelligence artificielle transformera notre monde du tout au tout : le travail, mais aussi l'éducation, la communication, la culture ou encore la politique.

Nous savons que l'intelligence artificielle progresse rapidement, mais où nous mène-t-elle ?

Vers plus de liberté ou plus de conflits ?

Vers un monde plus durable ou de plus grandes inégalités ?

Serons-nous mieux informés ou plus faciles à manipuler ?

Une poignée d'entreprises et même de particuliers ont déjà acquis un pouvoir immense grâce au développement de l'intelligence artificielle, sans avoir véritablement à rendre des comptes et sans grand contrôle.

Faute de mesures mondiales pour en gérer le déploiement, l'intelligence artificielle risque d'engendrer des divisions artificielles dans tous les domaines, de donner lieu à une grande fracture entre deux internets, deux marchés et deux économies et, ainsi, de faire naître une situation où chaque pays serait contraint de choisir un camp, ce qui serait lourd de conséquences pour l'humanité tout entière.

L'ONU est une instance universelle de dialogue et de consensus.

Elle est particulièrement bien placée pour promouvoir la coopération en ce qui concerne l'intelligence artificielle, sur la base des valeurs de la Charte et du droit international.

C'est dans cette enceinte, et nulle part ailleurs, que les membres de la communauté internationale débattent.

Je salue les premières mesures importantes qui ont été prises.

Deux résolutions de l'Assemblée générale, le Pacte numérique mondial et les recommandations de l'Organe consultatif de haut niveau sur l'intelligence artificielle, peuvent asseoir les bases d'une gouvernance inclusive de l'intelligence artificielle.

Ensemble, faisons de l'intelligence artificielle une force au service du bien.

Excellences,

Rien n'est éternel.

Mais l'humanité a ceci de particulier qu'elle croit le contraire.

L'ordre en place a toujours l'air d'être indémontable.

Jusqu'au jour où tout bascule.

L'histoire de l'humanité a été marquée par l'essor et la chute d'empires, l'effondrement de vieilles certitudes et de véritables séismes sur le théâtre du monde.

Aujourd'hui, nous allons droit dans le mur.

Il est dans notre intérêt à toutes et à tous de gérer les transformations colossales qui sont en cours, de déterminer l'avenir que nous voulons et de faciliter son avènement dans le monde.

Beaucoup pensent que les divergences et les divisions d'aujourd'hui sont insurmontables,

Que nous ne parviendrons pas à nous rassembler pour le bien commun.

Vous avez prouvé que ce n'était pas le cas.

Le Sommet de l'avenir a montré que nous pouvons unir nos forces dans un esprit de dialogue et de compromis pour engager le monde sur une voie plus durable.

Ce n'est pas une fin.

Ce n'est que le début, une boussole dans la tempête.

Il faut continuer sur cette lancée.

Ne ménageons pas nos efforts : pour lutter contre l'impunité et renforcer le respect du principe de responsabilité... pour moins d'inégalités et plus de justice... pour échapper à l'incertitude et élargir le champ des possibles.

Les populations du monde entier comptent sur nous, et les générations futures nous jugeront à l'aune de ce que nous aurons accompli.

Nous devons ne pas les décevoir. Nous devons être à la hauteur de la Charte des Nations Unies... de nos valeurs et principes communs... et du bon côté de l'histoire.

Je vous remercie.